

En Angola, les réfugiés de guerre de retour au pays

► Jusqu'à la fin du mois de juin, l'Angola organise des opérations de rapatriement de ses habitants réfugiés dans les pays voisins.
► Ils s'étaient exilés pour éviter la longue guerre qu'a connue le pays entre 1961 et 2002.
► Une nouvelle vie commence pour eux.

NAMACUNDE (Angola)
De notre envoyée spéciale

Un convoi de cinq cars arrive dans un nuage de poussière. En descend une foule de personnes en blouson, bonnet sur la tête. Les mines des enfants sont endormies, celles des parents, attentives. « Bienvenue dans le pays qui vous a vus naître », lance le représentant de la municipalité locale, tandis que tout le monde s'assoit sur des chaises en plastique à l'ombre d'un immense arbre. Nous sommes dans le camp de Namacunde, dans l'extrême sud de l'Angola, à dix kilomètres de la frontière namibienne. Ces mots d'accueil sont adressés aux 273 Angolais qui vivaient jusqu'à présent côté namibien et font aujourd'hui leur retour en Angola.

« Comme moi, la majorité des gens ont fui le pays dans les années 1990 à cause de la guerre civile et se sont réfugiés en Namibie. Nous vivions dans le centre d'Osire avec des réfugiés de toute la région des Grands Lacs, pris en charge par le gouvernement namibien et les Nations unies », raconte Castro, rapatrié précédemment. Mais, avec le retour de la paix en Angola depuis 2002, après plus de quarante ans de guerre, la Namibie, comme les autres pays d'accueil, dont la Zambie et la République démocratique du Congo, ont décidé de mettre fin au statut de réfugiés accordés



Accueil au camp de Namacunde de 273 Angolais qui vivaient jusqu'à présent côté namibien.

aux Angolais à partir du 30 juin.

Pour ces derniers, deux solutions : rester en Namibie, sans savoir quel sort leur sera réservé, ou revenir en Angola en profitant de rapatriements organisés par les autorités avec le soutien du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale des migrations (OIM). Beaucoup ont choisi de rentrer, près de 4 000 en provenance de la Namibie. Sur l'ensemble du pays, qui compte 18 millions d'habitants, le HCR a recensé 14 000 re-

tré près de 35 000 autres demandes de rapatriement.

« La préoccupation principale, c'est de trouver un travail. »

« Je suis heureux de revoir mes frères angolais après plus de vingt ans d'absence et je me sens libre parce que je suis de nouveau dans ma terre natale », confie José, un des nouveaux arrivants. Comme tous les anciens réfugiés, il va rester trois

jours au camp, le temps d'organiser sa nouvelle vie. Chacun passe d'une table à l'autre, celle des services de la justice pour faire les papiers d'identité, du ministère de l'assistance et de la réinsertion sociale (Minars) pour recevoir une aide, de l'OIM pour organiser la fin du voyage.

« Après, les personnes repartent vers leur province d'origine ou décident de rester ici, dans le Cunene », explique Tibéria Hamuse, directrice provinciale du Minars. Chaque famille reçoit un kit de réintégration comprenant des outils agricoles,

des ustensiles de cuisine et un stock de nourriture. Le HCR accorde une aide financière de 200 dollars par adulte, 100 dollars par enfants. Et l'OIM s'assure du transport de chacun jusqu'à sa destination finale.

Isabel est installée depuis trois semaines à Santa-Clara, à quelques minutes du camp. Avec des tôles et des poutres ramenées de Namibie, elle a construit une maison sur un terrain qu'on lui a attribué. « Il me manque le ciment et d'autres matériaux pour faire une vraie maison, en dur », lance la mère de famille qui, comme beaucoup d'habitants de cette région rurale et semi-désertique, vit de la vente ambulante. À ses côtés, sa fille de 20 ans attend la confirmation de son inscription à l'école pour terminer les études.

« La préoccupation principale, c'est de trouver un travail », souligne Castro. Un défi, dans un pays qui se développe grâce à sa manne pétrolière, mais peine à réduire son taux de chômage. Augusto Abilio, le représentant du HCR, est optimiste : « J'ai visité des familles réintégré depuis presque un an. Beaucoup ont déjà des fermes et vivent comme des citoyens normaux. »

Reste une inconnue à lever, celle de l'accueil des nouveaux habitants. « Pour éviter les tensions, nous travaillons sur des projets de réintégration d'une durée d'un à deux ans », explique Daniel Poveda, de l'OIM. Felizmina, originaire de Huambo mais qui n'a plus de famille sur place, a décidé de tenter sa chance à Lubango. « Je ne connais personne là-bas, mais une fois installée, je pense qu'il y aura des gens pour m'accueillir », espère cette mère de six enfants, dont deux sont restés en Namibie pour finir leurs études.

ESTELLE MAUSSION

EXPLICATION

La France et l'Allemagne cherchent à aplanir leurs divergences

► François Hollande et Angela Merkel se rencontrent ce soir à l'Élysée pour rapprocher leurs positions à la veille du Conseil européen des 28 et 29 juin.
► Le président français et la chancelière allemande s'accordent sur un « pacte pour la croissance » et doivent s'entretenir sur les projets d'unions bancaire, budgétaire et politique.

Quel est le contexte de la rencontre et l'ordre du jour ?

Après la réunion quadripartite de la semaine dernière à Rome avec Mario Monti, Angela Merkel, François Hollande et Mariano Rajoy, le président français et la chancelière allemande s'efforceront de montrer que le tandem franco-allemand, moteur de la zone euro, fonctionne correctement, en faisant oublier les dissensions des dernières semaines.

À Rome, les quatre se sont mis d'accord sur les grandes lignes du « pacte pour la croissance et les emplois » qui sera adopté à Bruxelles. Il s'agit de mobiliser 1 % du PIB européen en faveur de la croissance, soit 120 à 130 milliards d'euros. Cette somme sera atteinte en augmentant les moyens de

la Banque européenne d'investissement (BEI), en lançant des « project bonds », titres destinés à financer des projets pilotes (transport, énergie, haut débit), en mobilisant les fonds structurels en déshérence et en créant une taxe sur les transactions financières.

Au-delà de ce plan, le prochain sommet européen à Bruxelles doit examiner les contours d'une feuille de route autour de quatre têtes de chapitre : union bancaire, union budgétaire, union économique et légitimité démocratique. Les divergences entre Paris et Berlin portent sur l'ensemble de ces volets.

Quel compromis possible ?

Pour Angela Merkel, la solidarité économique et financière implique un droit de regard des pays membres de la zone euro sur les choix budgétaires des autres. L'union bancaire ne peut se concevoir sans une union budgétaire avec des mécanismes de contrôle des finances des États de la zone euro. Même principe pour une mutualisation partielle de la dette publique, au-dessus de 60 % du produit intérieur brut. « Quand je pense au sommet, ce qui m'inquiète est qu'il y aura toutes sortes d'idées de mutualisation de la garantie (des dettes

souveraines) et trop peu d'idées pour plus de contrôle des finances des États de la zone », a déclaré la chancelière à Berlin.

Pour François Hollande, en l'absence de consensus, à gauche comme à droite, sur de nouveaux « transferts de souveraineté », il est préférable de ne pas relancer le débat institutionnel sur l'union politique prônée par la chancelière. À la veille du sommet de Bruxelles, François Hollande et Angela Merkel afficheront leur consensus sur le « pacte pour la croissance » et tenteront d'aplanir leurs divergences sur la mise en place, au

mieux d'ici à la fin de l'année, d'une union bancaire au sein de la zone euro, les mécanismes de contrôle de la discipline budgétaire et le renforcement de l'union politique.

À Berlin, on espère que François Hollande, libéré des contraintes électorales, abordera les choses de manière « plus réaliste ». Du côté français, il s'agit, selon un diplomate, de « rectifier le tir sur l'idée que ce serait la France qui bloquerait une union politique » et « que les Français essaieraient de faire obstacle à l'Allemagne ».

FRANÇOIS D'ALANÇON

Le président de l'UE pour un contrôle accru des budgets nationaux

Le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, a proposé hier de renforcer l'intégration de la zone euro via un contrôle accru des budgets nationaux par Bruxelles et la mise en place d'une union bancaire, mais a renvoyé toute décision à la fin de l'année. Il a remis cette feuille de route lundi soir à ses partenaires européens qui en discuteront demain et vendredi lors du sommet européen. Elle a été rédigée en collaboration avec les présidents de la Commission, José Manuel Barroso, de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, et de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Le ministre allemand adjoint aux affaires étrangères a jugé que le document insistait trop sur une éventuelle mutualisation de la dette.